

IGOR YURGENS

Président du conseil d'administration de l'Institut du développement contemporain à Moscou

Olivier Appert, président de France Brevets, conseiller scientifique du Centre énergie et climat de l'Ifri, ancien président du Conseil français de l'énergie

Je propose de passer au quatrième intervenant – Igor Yurgens. Après les énergies individuelles, nous allons passer à une approche plus régionale. Igor se concentrera sur le développement durable en Russie et dans l'Union économique eurasiennne. Igor est président du conseil d'administration de l'Institut de développement contemporain et vice-président de l'Union russe des industriels et des entrepreneurs. Vous avez la parole. Je vais vous donner 10 minutes, plus.

Igor Yurgens

Merci beaucoup. En tant que bon Russe, je réduirai mon discours car il y a encore beaucoup de monde après moi. Laissez-moi simplement vous montrer ce que je voulais vous dire, puis je commenterai brièvement la situation du secteur énergétique russe.

La Fédération de Russie a entamé une véritable intégration dans le monde ESG. Il existe une réglementation sur le carbone, il existe une réglementation sur la finance durable, il existe une réglementation des risques ESG par la banque centrale, et nous avons créé un cadre méthodique pour prendre en compte tous ces facteurs ESG dans le développement de l'industrie en Fédération de Russie – pas seulement l'industrie, mais aussi les marchés financiers.

Cependant, nous ne sommes pas seuls. Nous voulons construire la même chose dans l'espace eurasienn – le Kazakhstan et le Kirghizistan font partie de cette union. Le Kazakhstan est très avancé. Ils ont commencé en 2013, ils disposent donc déjà d'une bourse du carbone. Ils ont un marché financier assez avancé avec des obligations vertes, etc. Ils ont une taxonomie approuvée. Ils imposent à toutes les organisations la divulgation obligatoire d'informations non financières, ce qui n'est pas le cas en Russie. Ce n'est que volontaire et ce n'est qu'un pourcentage faible.

Le Kirghizistan est un peu en retard, mais il entame un développement très important. À Bichkek, ils disposent désormais du projet de taxonomie nationale et ils en ont approuvé les lignes directrices. Ils ont copié le Kazakhstan parce que c'est leur plus proche voisin. Il y a donc là de sérieux progrès.

La Biélorussie parle beaucoup mais ne respecte pas vraiment le calendrier. Cependant, ils développent différents objectifs de ce développement durable et ils ont, par exemple, un concept étatique d'obligations vertes de la république et un système de vérification, et ainsi de suite.

L'Arménie est un peu en retard, mais elle dispose également d'un élément boursier avec des obligations vertes et une feuille de route nationale pour un financement stable.

Dans cette partie de mon exposé, je tiens à dire que, quoi que nous fassions, le système réglementaire chinois, la Bourse chinoise, les instruments financiers et l'établissement de normes en Chine sont bien en avance sur nous. Ils y travaillent depuis au moins 15 ans et nous savons que l'International Sustainability Standard Board, dont le siège est à Montréal, a décidé d'inclure l'Asie. De tous ceux qui veulent être verts, ils ont choisi la République populaire de Chine parce qu'ils sont tellement en avance en matière de méthodologie, de réglementation et de motivation financière que c'est un fait accompli.

Un autre aspect est que, bien sûr, dans l'espace eurasiatique – dans l'ensemble, j'en suis persuadé – ils disent tous qu'ils seront indépendants, qu'ils seront autonomes, etc. Cependant, ils copieront l'exemple chinois sur la manière de transférer leurs économies et leurs marchés financiers vers la transformation ESG et le développement durable.

Bien sûr, vous savez qu'ils promettent d'atteindre le maximum du mix énergétique d'ici 2030, puis de commencer à réduire drastiquement les émissions et tout le reste. En ce moment, comme nous le savons tous, sur les voitures électriques, sur les éoliennes, sur tout cela, ils sont bien en avance sur nous. Ils devancent largement l'Europe et sont numéro un mondial.

Néanmoins, comme cela a été démontré, la production de charbon augmente et augmentera jusqu'en 2030, mais cela est désormais inscrit dans la constitution de la République populaire de Chine et dans les documents du 25^e Congrès. À en juger par la discipline du processus, ils parviendront probablement à Net Zéro d'ici 2060.

Quelques mots sur la Russie. Vous avez tout à fait raison. Lorsque la guerre a commencé et que vous avez coupé la Russie de vos approvisionnements, le pivotement vers l'Asie a débuté. Au début, cela représentait 40 %, tant en Inde qu'en Chine. En Inde, nous ne pouvions pas convertir cet argent. Il reste encore 14 milliards de roupies et nous ne savons pas exactement comment récupérer cet argent et le convertir en argent réel. La même chose en Chine. Nous faisons du commerce à Yuhuan, donc c'est plus facile.

Cependant, pour le moment, je dirais que, selon notre ministère de l'Énergie, les remises vont jusqu'à 10 % et les volumes sont considérables. Il existe certainement toutes sortes de sanctions supplémentaires, de sanctions secondaires, etc., en vigueur. Il est difficile de transporter du pétrole et du gaz vers les pays amis, permettez-moi de le dire ainsi.

Lloyds, par exemple, interdit les assurances, mais il existe toujours des zones grises que les Russes assurent dans les eaux internationales. Les dernières mines ont été prises par les Turcs, par les Égyptiens, voire, soyons honnêtes, par les Grecs et les gens sous votre jurisprudence.

De ce point de vue, si certains pensent que la Russie a beaucoup souffert, oui, au début, cela a été un coup dur. Actuellement, nous ne le ressentons pas. L'inflation est de 6 % et la croissance du PIB de 2,8 %, soit près de 3 %. Si l'on compare la situation économique, la guerre économique n'a pas fonctionné comme c'était prévu. C'est une réalité, mais c'est du court terme.

Le moyen et le long terme sont beaucoup plus difficiles car le fossé technologique ne sera pas comblé. Ensuite, le frère chinois nous dictera quoi faire. Il deviendra le grand frère et le grand frère est toujours un peu plus dur que le jumeau. Cela se ressentira. Cela se ressent déjà en Extrême-Orient, dans de nombreux cas et dans de nombreux domaines.

Cependant, je voudrais dire que, bien sûr, comme cela a été discuté aujourd'hui au sein du panel politique sur l'Ukraine, plus tôt nous commencerons à négocier un cessez-le-feu, mieux ce sera pour tout le monde. Au vu de ce qu'a dit TotalEnergies sur le besoin général de l'énergie dans le monde, je ne pense pas que la meilleure solution serait d'autres sanctions,



des super sanctions, des super-super-sanctions. Vous avez quitté Novatek. Novatek vous a immédiatement remplacé par un homologue chinois.

Les besoins technologiques pour le forage arctique ? Pas tout de suite les meilleurs producteurs, mais immédiatement une zone grise et cette soi-disant technologie d'importation parallèle arrive en Russie.

Je terminerai ici. Les Russes, en particulier les jeunes Russes, les universitaires russes et l'*intelligentsia*, veulent être avec vous dans le même processus mondial, et cela a été démontré dans la première partie.

La deuxième partie dépendra largement de la géopolitique, ce qui est beaucoup plus difficile car, ici, la main invisible du marché travaille moins efficacement lorsque les politiques s'en mêlent. Plus tôt nous mettrons fin à cette tragédie, mieux ce sera pour tout le monde.

Merci beaucoup.

Olivier Appert

Merci pour votre présentation autant que pour votre précision.

Du public

Juste un simple commentaire : le moyen le plus simple de se débarrasser de tous ces problèmes est que la Russie quitte l'Ukraine. C'est tout.

Igor Yurgens

Dites-le à M. Poutine, pas à moi, d'accord ?

Du public

Oui, bien entendu. Merci beaucoup.

Olivier Appert

En fait, vous avez parlé de sanctions. Pour être franc, les revenus pétroliers et gaziers russes sont revenus à leurs niveaux d'avant février 2022. Les sanctions sont-elles donc efficaces ?

Igor Yurgens

Les sanctions nous coûtent – globalement, pas au niveau de l'énergie – néanmoins une croissance du PIB entre 1 et 2 %, et cela se fait sentir. Cela ne fait aucun doute. Cependant, dire que c'était une guerre économique réussie – non.

Olivier Appert

Bon, on peut passer à un autre point de vue.